

Brochure n° 3073

Convention collective nationale

IDCC : 86. – **ENTREPRISES DE LA PUBLICITÉ
ET ASSIMILÉES**

■ *Journal officiel* du 21 février 2009

**Arrêté du 11 février 2009 portant extension d'un accord conclu
dans le cadre de la convention collective nationale des entre-
prises de la publicité et assimilées (n° 86)**

NOR : MTST0903588A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1955 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 21 octobre 2008, portant extension de la convention collective nationale
des entreprises de la publicité et assimilées du 22 avril 1955 et des textes qui
l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 29 janvier 2008 relatif aux certificats de qualification pro-
fessionnelle (deux annexes) conclu dans le cadre de la convention collective
nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 4 juin 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords) recueilli lors de la séance du
6 février 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale
des entreprises de la publicité et assimilées du 22 avril 1955, les dispositions

de l'accord du 29 janvier 2008 relatif aux certificats de qualification professionnelle (deux annexes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée, à l'exclusion du premier tiret de l'article 22 comme étant contraire aux dispositions de l'article D. 2231-8 du code du travail.

Le deuxième tiret est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2261-10 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/17, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.